

RCS : ST MALO
Code greffe : 3502

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ST MALO atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2020 B 00946
Numéro SIREN : 891 846 487
Nom ou dénomination : GROUPE ONYX

Ce dépôt a été enregistré le 16/06/2021 sous le numéro de dépôt 2985

GROUPE ONYX
Société par Actions Simplifiée au capital de 1.000 euros
Siège social : 7 Rue Jean Charcot – 35720 MESNIL ROC'H
891 846 487 RCS SAINT MALO

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE EN DATE DU 31 MAI 2021
--

L'an deux mille vingt-et-un,
Le 31 mai
A 15 heures

Les actionnaires de la société GROUPE ONYX, société par actions simplifiée capital de 1.000 euros, dont le siège social se situe 7 Rue Jean Charcot – 35720 MESNIL ROC'H se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire au siège social.

Il est établi une feuille de présence qui a été émarginée par chaque actionnaire participant à l'assemblée en entrant en séance.

La réunion est présidée par Monsieur Alexis DESILLES, en sa qualité de Président.

Monsieur Laurent CASTEL est désigné en qualité de Secrétaire de Séance.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau permet de constater que les actionnaires présents possèdent 100 actions sur les 100 actions composant le capital de la Société.

En conséquence, l'Assemblée réunissant plus que le quorum requis pour les décisions extraordinaires est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président de la séance dépose sur le bureau un exemplaire des statuts de la Société.

Le Président rappelle que les documents et renseignements visés à l'article R.225-83 du Code de commerce ont été tenus à la disposition des actionnaires au siège social depuis la convocation de l'Assemblée.

L'Assemblée lui donne acte de ces déclarations.

Le Président de la séance rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Augmentation de capital en nature d'un montant de 250.000 euros par création de 25.000 actions nouvelles de 10 euros par apport des titres de la société DSL,
- Augmentation de capital en nature d'un montant de 250.000 euros par création de 25.000 actions nouvelles de 10 euros par apport des titres de la société CD VIN,
- Modification des articles 6 et 7 des statuts ;
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Personne ne demandant la parole, le Président déclare la discussion ouverte et met successivement aux voix les résolutions suivantes.

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture :

- D'un Contrat d'apport en date du 10 mai 2021 aux termes duquel Monsieur Laurent CASTEL a fait apport à la Société de 51 actions de la société CD VIN, société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros, dont le siège social est situé Caves du Granit Bleu – 7 Rue Jean Charcot – 35720 MESNIL-ROC'H, immatriculée auprès du RCS de SAINT MALO sous le numéro 887.504.686, évalués à 127.500 euros ;
- D'un Contrat d'apport en date du 10 mai 2021 aux termes duquel Monsieur Laurent CASTEL a fait apport à la Société de 4.900 parts sociales de la société DSL, société à responsabilité limitée au capital de 10.000 euros, dont le siège social est situé 13 Place de l'Eglise - 35220 SAINT-DIDIER, immatriculée auprès du RCS de RENNES sous le numéro 850.358.938, évalués à 122.500 euros ;
- D'un Contrat d'apport en date du 10 mai 2021 aux termes duquel Monsieur Alexis DESILLES a fait apport à la Société de 49 actions de la société CD VIN, société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros, dont le siège social est situé Caves du Granit Bleu – 7 Rue Jean Charcot – 35720 MESNIL-ROC'H, immatriculée auprès du RCS de SAINT MALO sous le numéro 887.504.686, évaluées à 122.500 euros
- D'un Contrat d'apport en date du 10 mai 2021 aux termes duquel Monsieur Alexis DESILLES a fait apport à la Société de 5.100 parts sociales de la société DSL, société à responsabilité limitée au capital de 10.000 euros, dont le siège social est situé 13 Place de l'Eglise - 35220 SAINT-DIDIER, immatriculée auprès du RCS de RENNES sous le numéro 850.358.938, évalués à 127.500 euros ;
- Des rapports de la société d'expertise-comptable et de Commissariat aux comptes MAZARS, Commissaire aux apports désigné aux termes d'une décision unanime en date du 3 mai 2021 ;

Approuve ces apports ainsi que leur évaluation.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Président et du Commissaire aux apports, décide, à titre de rémunération des apports approuvés au titre de la première résolution, d'augmenter le capital social de 500.000 euros pour le porter de 1.000 euros à 501.000 euros au moyen de la création de 50.000 actions nouvelles de 10 euros chacune, entièrement libérées, et attribuées comme suit :

- 25.000 actions nouvelles à Monsieur Alexis DESILLES en rémunération de son apport ;
- 25.000 actions nouvelles à Monsieur Laurent CASTEL en rémunération de son apport.

Les actions nouvelles seront dès la date de réalisation définitive de l'augmentation du capital entièrement assimilées aux actions anciennes : elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales.

Leurs droits aux dividendes s'exerceront pour la première fois sur les bénéfices mis en distribution au titre de l'exercice en cours à cette date de réalisation, étant précisé qu'au titre de cet exercice, le dividende global susceptible de leur revenir, sera réduit « *pro rata temporis* », en raison du temps écoulé entre ladite date et la fin de l'exercice par rapport à une année entière.

Ces actions seront négociables dès la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

En conséquence des décisions qui précèdent, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires décide de modifier, les articles 6 et 7 de statuts comme suit :

« ARTICLE 7 – Formation du capital

Lors de la constitution, ont été apportées en numéraire à la Société les sommes suivantes :

- 1/ **Monsieur Laurent CASTEL** apporte à la Société
la somme de CINQ CENT (500) EUROS,
ci 500 €
- 2/ **Monsieur Alexis DESILLES** apporte à la Société
la somme de CINQ CENT (500) EUROS,
ci 500 €

TOTAL DES APPORTS EN NUMERAIRES : MILLE EUROS (1.000 €)

*Une somme de MILLE (1.000 €), correspondant à la libération de la totalité des actions ordinaires composant le capital social, a été déposée dès avant ce jour sur le compte de la Société en formation, ainsi que l'atteste le certificat de l'établissement dépositaire des fonds figurant en **Annexe 1** des statuts constitutifs.*

Aux termes des décisions de l'assemblée générale extraordinaire du 31 mai 2021, le capital a été augmenté de 500.000 euros par apport en nature :

- de 49 actions de la société CD VIN par Monsieur Alexis DESILLES et 51 actions de la même société par Monsieur Laurent CASTEL, évalués à 250.000 euros ;
- de 5.100 parts sociales de la société DSL par Monsieur Alexis DESILLES et 4.900 parts sociales de la même société par Monsieur Laurent CASTEL évalués à 250.000 euros ;

Le reste de l'article demeure inchangé.

« ARTICLE 8 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de CINQ CENT UN MILLE (501.000 €) EUROS.

Il est divisé en CINQUANTE-MILLE-CENT (50.100) actions d'une valeur nominale de DIX (10) euros chacune, souscrites en totalité et libérées en totalité, toutes de même catégorie. »

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaire, décide de supprimer le « TITRE X – DESIGNATION DES ORGANES SOCIAUX - ACTES ACCOMPLIS POUR LA SOCIETE EN FORMATION »

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, confère tous pouvoirs au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt, et autres qu'il appartiendra.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Le Président

Le Secrétaire

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
RENNES
Le 03/06 2021 Dossier 2021 00017488, référence 3504P61 2021 A 04949
Enregistrement : 0 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Zero Euro
Montant reçu : Zero Euro

Pauline PERENNES
Agente des Finances Publiques

CONTRAT D'APPORT EN NATURE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

1/ Monsieur DESILLES Alexis

Né le 16 novembre 1993 à RENNES (35)

Demeurant 35 Rue de la Madeleine – 35410 CHATEAUGIRON

De nationalité française

Célibataire,

Ci-après dénommé l'« **Apporteur** »,

D'UNE PART,

ET

2/ La société GROUPE ONYX

Société par Actions Simplifiée au capital de 1.000 euros

Dont le siège social : 7 Rue Jean Charcot – 35720 MESNIL ROC'H

Immatriculée sous le numéro 891 846 487 RCS SAINT MALO

Représentée par Monsieur Alexis DESILLES, Président,

Ci-après dénommée le « **Bénéficiaire** »,

D'AUTRE PART,

Ensemble collectivement dénommés les « Parties », ou individuellement une « Partie ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – Apport en nature

L'Apporteur apporte au Bénéficiaire qui accepte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en pareille matière la pleine propriété de 49 actions de DIX EUROS (10 €) de valeur nominale chacune de la société CD VIN, société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros, dont le siège social est situé Caves du Granit Bleu – 7 Rue Jean Charcot – 35720 MESNIL-ROC'H, immatriculée auprès du RCS de SAINT MALO sous le numéro 887.504.686.

L'apport n'implique pas des sociétés sous contrôle commun au sens du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général dans la mesure où il est réalisé par une personne physique. Dès lors, il sera réalisé à la valeur réelle déterminée par les parties concernées.

Cet apport est évalué globalement à la somme de CENT VINGT DEUX MILLE CINQ CENTS (122.500) EUROS soit une valorisation unitaire des titres de DEUX MILLE CINQ CENTS (2.500) EUROS.

ARTICLE 2 – Origine de propriété

La propriété des titres apportés et la libre disposition que l'Apporteur a de ces titres, résultent de la souscription au capital social de la société CD VIN lors de sa constitution.

ARTICLE 3 – Propriété – Jouissance

La société Bénéficiaire sera propriétaire des Titres qui lui sont apportés à compter de la réalisation de l'augmentation de capital de la société Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire aura droit à tout dividende, intérêt produit, remboursement ou droit quelconque, détaché ou mis en distribution sur les actions à elle apportées à compter de la réalisation de l'apport.

ARTICLE 4 – Déclarations

L'Apporteur déclare que les actions apportées sont librement cessibles et ne sont grevées d'aucune charge d'aucune sorte, d'aucune sureté et qu'elles n'ont pas fait l'objet d'opérations particulières telles que promesses de vente ou droit de préférence.

ARTICLE 5 – Rémunération de l'apport en nature

L'apport par l'Apporteur des 49 actions qu'il détient dans la société CD VIN, évalué à la somme de de CENT VINGT DEUX MILLE CINQ CENTS (122.500) EUROS est consenti et accepté moyennant la rémunération suivante :

- Attribution de DOUZE MILLE DEUX CENT CINQUANTE (12.250) actions d'une valeur nominale de DIX EUROS (10 €), à créer par la société GROUPE ONYX par voie d'augmentation de capital.

ARTICLE 6 – Déclarations fiscales

Les plus-values sur les Titres apportés seront soumises au régime de report automatique d'imposition régi par l'article 150-0 B *ter* du Code général des impôts et en tant que de besoin, l'Apporteur déclare qu'il indiquera le

montant de la plus-value en report sur sa déclaration d'ensemble des revenus, et respectera les obligations déclaratives qui seront mises à sa charge personnelle. Il reconnaît expressément en faire son affaire personnelle.

En effet, par dérogation aux dispositions de l'article 150-0 B du CGI, l'apport réalisé par un contribuable est susceptible de générer une plus-value en report d'imposition automatique lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- L'apport est réalisé en France, dans l'Union européenne ou un État ou territoire ayant conclu avec la France une convention fiscale d'assistance administrative, à une société soumise à l'impôt sur les sociétés ou à un impôt équivalent ;
- L'apport réalisé ne génère pas une soulte excédant 10 % de la valeur nominale des titres reçus en rémunération ;
- L'apport est réalisé par une personne physique ou une société soumise au régime des sociétés de personnes ;
- La société bénéficiaire est contrôlée par l'apporteur, contrôle apprécié à la date de l'apport en ce compris les droits issus de l'apport. Pour l'appréciation du contrôle, le Code Général des impôts prévoit qu'un associé – en l'occurrence l'apporteur – est réputé contrôler une société :
 - Lorsque la majorité des droits de vote ou des droits dans les bénéfices sociaux de la société bénéficiaire est détenue, directement ou indirectement par l'apporteur ou par l'intermédiaire de son conjoint ou de leurs ascendants ou descendants ou de leurs frères et sœurs,
 - Lorsque l'apporteur dispose seul de la majorité des droits de vote ou des droits dans les bénéfices sociaux de la société bénéficiaire en vertu d'un accord conclu avec d'autres associés,
 - ou lorsqu'il y exerce en fait le pouvoir de décision.

Il est mis fin au report d'imposition en cas de cession à titre onéreux, de rachat, de remboursement ou d'annulation des titres apportés dans un délai de 3 ans à compter de l'apport (CGI art. 150-0 B ter, I-2°). Ce délai est décompté de date à date. Il est également mis fin au report d'imposition en cas :

- de cession à titre onéreux , de rachat, de remboursement ou d'annulation des parts ou droits du contribuable dans les sociétés ou groupements interposés (CGI art. 150-0 B ter, II-3°) ;
- de transfert de domicile fiscal du contribuable hors de France donnant lieu à l'*exit-tax* (CGI art. 167 bis) lorsqu'il intervient avant la cession à titre onéreux, le rachat , le remboursement ou l'annulation des titres (CGI art. 150-0 B ter, II 4°).

Toutefois, le bénéfice du report est maintenu lorsque le produit de la cession intervenue dans les 3 ans de l'apport est réinvesti sous réserve du respect d'une série de conditions. Ainsi :

- Il n'est pas mis fin au report d'imposition lorsque la société bénéficiaire des titres apportés cède les titres dans un délai de 3 ans, à compter de l'apport et prend l'engagement d'investir le produit de leur cession dans un délai de 2 ans à compter de la cession à hauteur d'au moins 60% de celui-ci (CGI art. 159-0 B ter, I-2°), et
- Le réinvestissement d'au moins 60% du produit de la cession des titres apportés doit effectivement intervenir dans les 2 ans de la cession. Le produit de la cession doit être affecté dans le financement d'une activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale, agricole ou financière, à l'exception de la gestion d'un patrimoine mobilier ou immobilier (CGI art. 150-0 B ter, I-2°).

Ce réinvestissement peut également consister dans :

- L'acquisition d'une fraction du capital d'une société exerçant une activité éligible, à

condition que l'acquisition lui permette d'en conférer le contrôle et qu'elle n'ait donc pas le caractère d'une simple prise de participation

- ou dans la souscription en numéraire au capital initial ou à l'augmentation de capital d'une ou de plusieurs sociétés, passibles de l'IS ou d'un impôt équivalent ou soumises sur option à cet impôt ; exerçant une activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale, agricole ou financière et ayant un siège social dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, hors Liechtenstein.

La cession à titre onéreux, le rachat, le remboursement ou l'annulation des titres apportés qui interviennent plus de 3 ans après l'apport ne remettent pas en cause la plus-value en report, même en l'absence de réinvestissement du produit de la cession.

ARTICLE 7 – Compte-courant d'associé

Il est précisé que les sommes éventuelles inscrites au nom de l'Apporteur dans les livres de la société bénéficiaire constitutives d'un compte courant d'associé, ne sont pas transmises dans le cadre du présent apport.

ARTICLE 8 – Conditions de l'Apport

L'apport des 49 actions objet du présent contrat est soumis à la condition suspensive de son approbation par décision des associés de la Société bénéficiaire, statuant au vu du rapport du Commissaire aux apports comportant appréciation de la valeur dudit apport.

ARTICLE 9 – Pouvoirs

Tous pouvoirs sont conférés aux porteurs d'originaux, de copies ou d'extraits certifié(e)s conformes des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive des apports pour l'accomplissement des formalités légales prescrites.

ARTICLE 10 – Frais-Droits

Tous frais, droits et honoraires des présentes et ceux de leur réalisation seront supportés par le Bénéficiaire.

ARTICLE 11 – Election de domicile

Pour l'exécution du présent contrat, les Parties soussignées élisent domicile à leur adresse et siège social respectifs, tels qu'indiqués en tête des présentes.

ARTICLE 12 – Loi Applicable – Attribution de juridiction

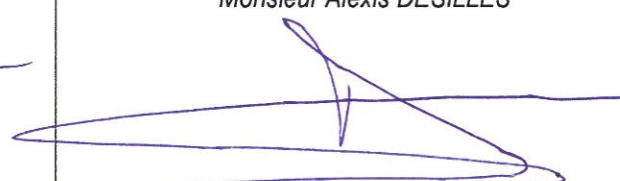
Les présentes sont, pour leur validité, leur interprétation et leur exécution, soumises à la Loi française.

Pour toutes contestations qui pourraient s'élever au titre de l'interprétation ou de l'exécution des présentes et de ses suites, les Parties attribuent compétence au Tribunal de commerce de Rennes

Fait à MESNIL ROC'H

Le 10 mai 2021

En Trois (3) exemplaires originaux.

L'Apporteur Monsieur Alexis DESILLES 	Le Bénéficiaire Pour la société GROUPE ONYX Monsieur Alexis DESILLES 
--	--

CONTRAT D'APPORT EN NATURE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

1/ Monsieur CASTEL Laurent

Né le 7 octobre 1995 à LANNEMEZAN (65)
Demeurant 7 Rue Jean Charcot – 35720 LANHELIN
De nationalité française
Célibataire,

Ci-après dénommé l'« **Apporteur** »,

D'UNE PART,

ET

2/ La société GROUPE ONYX

Société par Actions Simplifiée au capital de 1.000 euros
Dont le siège social : 7 Rue Jean Charcot – 35720 MESNIL ROC'H
Immatriculée sous le numéro 891 846 487 RCS SAINT MALO
Représentée par Monsieur Alexis DESILLES, Président,

Ci-après dénommée le « **Bénéficiaire** »,

D'AUTRE PART,

Ensemble collectivement dénommés les « Parties », ou individuellement une « Partie ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – Apport en nature

L'Apporteur apporte au Bénéficiaire qui accepte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en pareille matière la pleine propriété de 51 actions de DIX EUROS (10 €) de valeur nominale chacune de la société CD VIN, société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros, dont le siège social est situé Caves du Granit Bleu – 7 Rue Jean Charcot – 35720 MESNIL-ROC'H, immatriculée auprès du RCS de SAINT MALO sous le numéro 887.504.686.

L'apport n'implique pas des sociétés sous contrôle commun au sens du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général dans la mesure où il est réalisé par une personne physique. Dès lors, il sera réalisé à la valeur réelle déterminée par les parties concernées.

Cet apport est évalué globalement à la somme de CENT VINGT SEPT MILLE CINQ CENTS (127.500) EUROS soit une valorisation unitaire des titres de DEUX MILLE CINQ CENTS (2.500) EUROS.

ARTICLE 2 – Origine de propriété

La propriété des titres apportés et la libre disposition que l'Apporteur a de ces titres, résultent de la souscription au capital social de la société CD VIN lors de sa constitution.

ARTICLE 3 – Propriété – Jouissance

La société Bénéficiaire sera propriétaire des Titres qui lui sont apportés à compter de la réalisation de l'augmentation de capital de la société Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire aura droit à tout dividende, intérêt produit, remboursement ou droit quelconque, détaché ou mis en distribution sur les actions à elle apportées à compter de la réalisation de l'apport.

ARTICLE 4 – Déclarations

L'Apporteur déclare que les actions apportées sont librement cessibles et ne sont grevées d'aucune charge d'aucune sorte, d'aucune sureté et qu'elles n'ont pas fait l'objet d'opérations particulières telles que promesses de vente ou droit de préférence.

ARTICLE 5 – Rémunération de l'apport en nature

L'apport par l'Apporteur des 51 actions qu'il détient dans la société CD VIN, évalué à la somme de de CENT VINGT SEPT MILLE CINQ CENTS (127.500) EUROS est consenti et accepté moyennant la rémunération suivante :

- Attribution de DOUZE MILLE SEPT CENT CINQUANTE (12.750) actions d'une valeur nominale de DIX EUROS (10 €), à créer par la société GROUPE ONYX par voie d'augmentation de capital.

ARTICLE 6 – Déclarations fiscales

Les plus-values sur les Titres apportés seront soumises au régime de report automatique d'imposition régi par l'article 150-0 B *ter* du Code général des impôts et en tant que de besoin, l'Apporteur déclare qu'il indiquera le

montant de la plus-value en report sur sa déclaration d'ensemble des revenus, et respectera les obligations déclaratives qui seront mises à sa charge personnelle. Il reconnaît expressément en faire son affaire personnelle.

En effet, par dérogation aux dispositions de l'article 150-0 B du CGI, l'apport réalisé par un contribuable est susceptible de générer une plus-value en report d'imposition automatique lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- L'apport est réalisé en France, dans l'Union européenne ou un État ou territoire ayant conclu avec la France une convention fiscale d'assistance administrative, à une société soumise à l'impôt sur les sociétés ou à un impôt équivalent ;
- L'apport réalisé ne génère pas une soulte excédant 10 % de la valeur nominale des titres reçus en rémunération ;
- L'apport est réalisé par une personne physique ou une société soumise au régime des sociétés de personnes ;
- La société bénéficiaire est contrôlée par l'apporteur, contrôle apprécié à la date de l'apport en ce compris les droits issus de l'apport. Pour l'appréciation du contrôle, le Code Général des impôts prévoit qu'un associé – en l'occurrence l'apporteur – est réputé contrôler une société :
 - Lorsque la majorité des droits de vote ou des droits dans les bénéfices sociaux de la société bénéficiaire est détenue, directement ou indirectement par l'apporteur ou par l'intermédiaire de son conjoint ou de leurs ascendants ou descendants ou de leurs frères et sœurs,
 - Lorsque l'apporteur dispose seul de la majorité des droits de vote ou des droits dans les bénéfices sociaux de la société bénéficiaire en vertu d'un accord conclu avec d'autres associés,
 - ou lorsqu'il y exerce en fait le pouvoir de décision.

Il est mis fin au report d'imposition en cas de cession à titre onéreux, de rachat, de remboursement ou d'annulation des titres apportés dans un délai de 3 ans à compter de l'apport (CGI art. 150-0 B ter, I-2°). Ce délai est décompté de date à date. Il est également mis fin au report d'imposition en cas :

- de cession à titre onéreux , de rachat, de remboursement ou d'annulation des parts ou droits du contribuable dans les sociétés ou groupements interposés (CGI art. 150-0 B ter, II-3°) ;
- de transfert de domicile fiscal du contribuable hors de France donnant lieu à l'*exit-tax* (CGI art. 167 bis) lorsqu'il intervient avant la cession à titre onéreux, le rachat , le remboursement ou l'annulation des titres (CGI art. 150-0 B ter, II 4°).

Toutefois, le bénéfice du report est maintenu lorsque le produit de la cession intervenue dans les 3 ans de l'apport est réinvesti sous réserve du respect d'une série de conditions. Ainsi :

- Il n'est pas mis fin au report d'imposition lorsque la société bénéficiaire des titres apportés cède les titres dans un délai de 3 ans, à compter de l'apport et prend l'engagement d'investir le produit de leur cession dans un délai de 2 ans à compter de la cession à hauteur d'au moins 60% de celui-ci (CGI art. 159-0 B ter, I-2°), et
- Le réinvestissement d'au moins 60% du produit de la cession des titres apportés doit effectivement intervenir dans les 2 ans de la cession. Le produit de la cession doit être affecté dans le financement d'une activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale, agricole ou financière, à l'exception de la gestion d'un patrimoine mobilier ou immobilier (CGI art. 150-0 B ter, I-2°).

Ce réinvestissement peut également consister dans :

- L'acquisition d'une fraction du capital d'une société exerçant une activité éligible, à condition que l'acquisition lui permette d'en conférer le contrôle et qu'elle n'ait donc pas le caractère d'une simple prise de participation
- ou dans la souscription en numéraire au capital initial ou à l'augmentation de capital d'une ou de plusieurs sociétés, passibles de l'IS ou d'un impôt équivalent ou soumises sur option à cet impôt ; exerçant une activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale, agricole ou financière et ayant un siège social dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, hors Liechtenstein.

La cession à titre onéreux, le rachat, le remboursement ou l'annulation des titres apportés qui interviennent plus de 3 ans après l'apport ne remettent pas en cause la plus-value en report, même en l'absence de réinvestissement du produit de la cession.

ARTICLE 7 – Compte-courant d'associé

Il est précisé que les sommes éventuelles inscrites au nom de l'Apporteur dans les livres de la société bénéficiaire constitutives d'un compte courant d'associé, ne sont pas transmises dans le cadre du présent apport.

ARTICLE 8 – Conditions de l'Apport

L'apport des 51 actions objet du présent contrat est soumis à la condition suspensive de son approbation par décision des associés de la Société Bénéficiaire, statuant au vu du rapport du Commissaire aux apports comportant appréciation de la valeur dudit apport.

ARTICLE 9 – Pouvoirs

Tous pouvoirs sont conférés aux porteurs d'originaux, de copies ou d'extraits certifié(e)s conformes des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive des apports pour l'accomplissement des formalités légales prescrites.

ARTICLE 10 – Frais-Droits

Tous frais, droits et honoraires des présentes et ceux de leur réalisation seront supportés par le Bénéficiaire.

ARTICLE 11 – Election de domicile

Pour l'exécution du présent contrat, les Parties soussignées élisent domicile à leur adresse et siège social respectifs, tels qu'indiqués en tête des présentes.

ARTICLE 12 – Loi Applicable – Attribution de juridiction

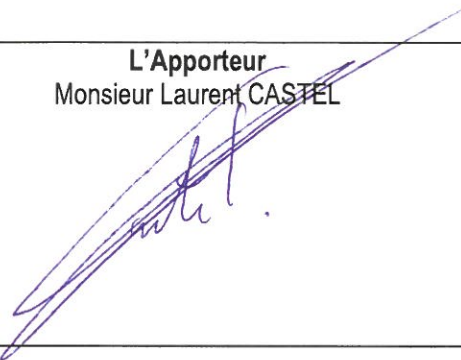
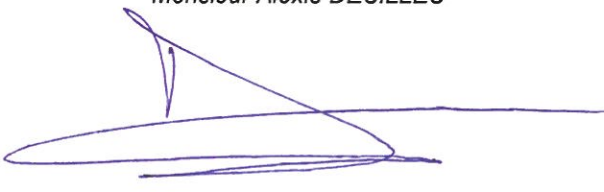
Les présentes sont, pour leur validité, leur interprétation et leur exécution, soumises à la Loi française.

Pour toutes contestations qui pourraient s'élever au titre de l'interprétation ou de l'exécution des présentes et de ses suites, les Parties attribuent compétence au Tribunal de commerce de Rennes

Fait à MESNIL ROC'H

Le 10.05.2021

En Trois (3) exemplaires originaux.

L'Apporteur Monsieur Laurent CASTEL 	Le Bénéficiaire Pour la société GROUPE ONYX Monsieur Alexis DESILLES 
---	--

CONTRAT D'APPORT EN NATURE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

1/ Monsieur DESILLES Alexis

Né le 16 novembre 1993 à RENNES (35)

Demeurant 35 Rue de la Madeleine – 35410 CHATEAUGIRON

De nationalité française

Célibataire,

Ci-après dénommé l'« **Apporteur** »,

D'UNE PART,

ET

2/ La société GROUPE ONYX

Société par Actions Simplifiée au capital de 1.000 euros

Dont le siège social : 7 Rue Jean Charcot – 35720 MESNIL ROC'H

Immatriculée sous le numéro 891 846 487 RCS SAINT MALO

Représentée par Monsieur Alexis DESILLES, Président,

Ci-après dénommée le « **Bénéficiaire** »,

D'AUTRE PART,

Ensemble collectivement dénommés les « Parties », ou individuellement une « Partie ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 – Apport en nature

L'Apporteur apporte au Bénéficiaire qui accepte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en pareille matière la pleine propriété de 5.100 parts sociales de UN EURO (1 €) de valeur nominale chacune de la société DSL, société à responsabilité limitée au capital de 10.000 euros, dont le siège social est situé 13 Place de l'Eglise - 35220 SAINT-DIDIER, immatriculée auprès du RCS de RENNES sous le numéro 850.358.938.

L'apport n'implique pas des sociétés sous contrôle commun au sens du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général dans la mesure où il est réalisé par une personne physique. Dès lors, il sera réalisé à la valeur réelle déterminée par les parties concernées.

Cet apport est évalué globalement à la somme de CENT VINGT SEPT MILLE CINQ CENTS (127.500) EUROS soit une valorisation unitaire des titres de VINGT CINQ (25) EUROS.

ARTICLE 2 – Origine de propriété

La propriété des titres apportés et la libre disposition que l'Apporteur a de ces titres, résultent de la souscription au capital social de la société DSL lors de sa constitution.

ARTICLE 3 – Propriété – Jouissance

La société Bénéficiaire sera propriétaire des Titres qui lui sont apportés à compter de la réalisation de l'augmentation de capital de la société Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire aura droit à tout dividende, intérêt produit, remboursement ou droit quelconque, détaché ou mis en distribution sur les parts sociales à elle apportées à compter de la réalisation de l'apport.

ARTICLE 4 – Déclarations

L'Apporteur déclare que les parts sociales apportées sont librement cessibles et ne sont grevées d'aucune charge d'aucune sorte, d'aucune sureté et qu'elles n'ont pas fait l'objet d'opérations particulières telles que promesses de vente ou droit de préférence.

ARTICLE 5 – Rémunération de l'apport en nature

L'apport par l'Apporteur des 5.100 parts sociales qu'il détient dans la société DSL, évalué à la somme de de CENT VINGT SEPT MILLE CINQ CENTS (127.500) EUROS est consenti et accepté moyennant la rémunération suivante :

- Attribution de DOUZE MILLE SEPT CENT CINQUANTE (12.750) actions d'une valeur nominale de DIX EUROS (10 €), à créer par la société GROUPE ONYX par voie d'augmentation de capital.

ARTICLE 6 – Déclarations fiscales

Les plus-values sur les Titres apportés seront soumises au régime de report automatique d'imposition régi par l'article 150-0 B *ter* du Code général des impôts et en tant que de besoin, l'Apporteur déclare qu'il indiquera le montant de la plus-value en report sur sa déclaration d'ensemble des revenus, et respectera les obligations déclaratives qui seront mises à sa charge personnelle. Il reconnaît expressément en faire son affaire personnelle.

En effet, par dérogation aux dispositions de l'article 150-0 B du CGI, l'apport réalisé par un contribuable est susceptible de générer une plus-value en report d'imposition automatique lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- L'apport est réalisé en France, dans l'Union européenne ou un État ou territoire ayant conclu avec la France une convention fiscale d'assistance administrative, à une société soumise à l'impôt sur les sociétés ou à un impôt équivalent ;
- L'apport réalisé ne génère pas une soulte excédant 10 % de la valeur nominale des titres reçus en rémunération ;
- L'apport est réalisé par une personne physique ou une société soumise au régime des sociétés de personnes ;
- La société bénéficiaire est contrôlée par l'apporteur, contrôle apprécié à la date de l'apport en ce compris les droits issus de l'apport. Pour l'appréciation du contrôle, le Code Général des impôts prévoit qu'un associé – en l'occurrence l'apporteur – est réputé contrôler une société :
 - Lorsque la majorité des droits de vote ou des droits dans les bénéfices sociaux de la société bénéficiaire est détenue, directement ou indirectement par l'apporteur ou par l'intermédiaire de son conjoint ou de leurs ascendants ou descendants ou de leurs frères et sœurs,
 - Lorsque l'apporteur dispose seul de la majorité des droits de vote ou des droits dans les bénéfices sociaux de la société bénéficiaire en vertu d'un accord conclu avec d'autres associés,
 - ou lorsqu'il y exerce en fait le pouvoir de décision.

Il est mis fin au report d'imposition en cas de cession à titre onéreux, de rachat, de remboursement ou d'annulation des titres apportés dans un délai de 3 ans à compter de l'apport (CGI art. 150-0 B *ter*, I-2°). Ce délai est décompté de date à date. Il est également mis fin au report d'imposition en cas :

- de cession à titre onéreux , de rachat, de remboursement ou d'annulation des parts ou droits du contribuable dans les sociétés ou groupements interposés (CGI art. 150-0 B *ter*, II-3°) ;
- de transfert de domicile fiscal du contribuable hors de France donnant lieu à l'*exit-tax* (CGI art. 167 bis) lorsqu'il intervient avant la cession à titre onéreux, le rachat , le remboursement ou l'annulation des titres (CGI art. 150-0 B *ter*, II 4°).

Toutefois, le bénéfice du report est maintenu lorsque le produit de la cession intervenue dans les 3 ans de l'apport est réinvesti sous réserve du respect d'une série de conditions. Ainsi :

- Il n'est pas mis fin au report d'imposition lorsque la société bénéficiaire des titres apportés cède les titres dans un délai de 3 ans, à compter de l'apport et prend l'engagement d'investir le produit de leur cession dans un délai de 2 ans à compter de la cession à hauteur d'au moins 60% de celui-ci (CGI art. 159-0 B *ter*, I-2°), et
- Le réinvestissement d'au moins 60% du produit de la cession des titres apportés doit effectivement intervenir dans les 2 ans de la cession. Le produit de la cession doit être affecté dans le financement d'une activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale, agricole ou financière, à l'exception de la gestion d'un patrimoine mobilier ou immobilier (CGI art. 150-0 B *ter*, I-2°).

Ce réinvestissement peut également consister dans :

- L'acquisition d'une fraction du capital d'une société exerçant une activité éligible, à condition que l'acquisition lui permette d'en conférer le contrôle et qu'elle n'ait donc pas le caractère d'une simple prise de participation
- ou dans la souscription en numéraire au capital initial ou à l'augmentation de capital d'une ou de plusieurs sociétés, passibles de l'IS ou d'un impôt équivalent ou soumises sur option à cet impôt ; exerçant une activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale, agricole ou financière et ayant un siège social dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, hors Liechtenstein.

La cession à titre onéreux, le rachat, le remboursement ou l'annulation des titres apportés qui interviennent plus de 3 ans après l'apport ne remettent pas en cause la plus-value en report, même en l'absence de réinvestissement du produit de la cession.

ARTICLE 7 – Compte-courant d'associé

Il est précisé que les sommes éventuelles inscrites au nom de l'Apporteur dans les livres de la société bénéficiaire constitutives d'un compte courant d'associé, ne sont pas transmises dans le cadre du présent apport.

ARTICLE 8 – Conditions de l'Apport

L'apport des 5.100 parts sociales objet du présent contrat est soumis à la condition suspensive de son approbation par décision des associés de la Société bénéficiaire, statuant au vu du rapport du Commissaire aux apports comportant appréciation de la valeur dudit apport.

ARTICLE 9 – Pouvoirs

Tous pouvoirs sont conférés aux porteurs d'originaux, de copies ou d'extraits certifié(e)s conformes des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive des apports pour l'accomplissement des formalités légales prescrites.

ARTICLE 10 – Frais-Droits

Tous frais, droits et honoraires des présentes et ceux de leur réalisation seront supportés par le Bénéficiaire.

ARTICLE 11 – Election de domicile

Pour l'exécution du présent contrat, les Parties soussignées élisent domicile à leur adresse et siège social respectifs, tels qu'indiqués en tête des présentes.

ARTICLE 12 – Loi Applicable – Attribution de juridiction

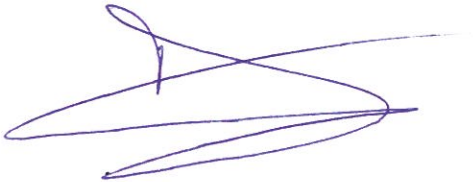
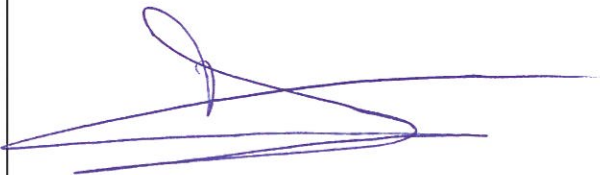
Les présentes sont, pour leur validité, leur interprétation et leur exécution, soumises à la Loi française.

Pour toutes contestations qui pourraient s'élever au titre de l'interprétation ou de l'exécution des présentes et de ses suites, les Parties attribuent compétence au Tribunal de commerce de Rennes

Fait à SAINT DIDIER

Le 16/05/21

En Trois (3) exemplaires originaux.

L'Apporteur Monsieur Alexis DESILLES 	Le Bénéficiaire Pour la société GROUPE ONYX Monsieur Alexis DESILLES 
--	--

CONTRAT D'APPORT EN NATURE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

1/ Monsieur CASTEL Laurent

Né le 7 octobre 1995 à LANNEMEZAN (65)
Demeurant 7 Rue Jean Charcot – 35720 LANHELIN
De nationalité française
Célibataire,

Ci-après dénommé l'« **Apporteur** »,

D'UNE PART,

ET

2/ La société GROUPE ONYX

Société par Actions Simplifiée au capital de 1.000 euros
Dont le siège social : 7 Rue Jean Charcot – 35720 MESNIL ROC'H
Immatriculée sous le numéro 891 846 487 RCS SAINT MALO
Représentée par Monsieur Alexis DESILLES, Président,

Ci-après dénommée le « **Bénéficiaire** »,

D'AUTRE PART,

Ensemble collectivement dénommés les « Parties », ou individuellement une « Partie ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 – Apport en nature

L'Apporteur apporte au Bénéficiaire qui accepte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en pareille matière la pleine propriété de 4.900 parts sociales de UN EURO (1 €) de valeur nominale chacune de la société DSL, société à responsabilité limitée au capital de 10.000 euros, dont le siège social est situé 13 Place de l'Eglise - 35220 SAINT-DIDIER, immatriculée auprès du RCS de RENNES sous le numéro 850.358.938.

L'apport n'implique pas des sociétés sous contrôle commun au sens du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général dans la mesure où il est réalisé par une personne physique. Dès lors, il sera réalisé à la valeur réelle déterminée par les parties concernées.

Cet apport est évalué globalement à la somme de CENT VINGT DEUX MILLE CINQ CENTS (122.500) EUROS soit une valorisation unitaire des titres de VINGT CINQ (25) EUROS.

ARTICLE 2 – Origine de propriété

La propriété des titres apportés et la libre disposition que l'Apporteur a de ces titres, résultent de l'acquisition auprès de Monsieur Alexis DESILLES, de 4.900 parts sociales de la Société par acte sous seing privé en date du 2 octobre 2020.

ARTICLE 3 – Propriété – Jouissance

La société Bénéficiaire sera propriétaire des Titres qui lui sont apportés à compter de la réalisation de l'augmentation de capital de la société Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire aura droit à tout dividende, intérêt produit, remboursement ou droit quelconque, détaché ou mis en distribution sur les parts sociales à elle apportées à compter de la réalisation de l'apport.

ARTICLE 4 – Déclarations

L'Apporteur déclare que les parts sociales apportées sont librement cessibles et ne sont grevées d'aucune charge d'aucune sorte, d'aucune sureté et qu'elles n'ont pas fait l'objet d'opérations particulières telles que promesses de vente ou droit de préférence.

ARTICLE 5 – Rémunération de l'apport en nature

L'apport par l'Apporteur des 4.900 parts sociales qu'il détient dans la société DSL, évalué à la somme de de CENT VINGT DEUX MILLE CINQ CENTS (122.500) EUROS est consenti et accepté moyennant la rémunération suivante :

- Attribution de DOUZE DEUX CENT CINQUANTE (12.250) actions d'une valeur nominale de DIX EUROS (10 €), à créer par la société GROUPE ONYX par voie d'augmentation de capital.

ARTICLE 6 – Déclarations fiscales

Les plus-values sur les Titres apportés seront soumises au régime de report automatique d'imposition régi par l'article 150-0 B *ter* du Code général des impôts et en tant que de besoin, l'Apporteur déclare qu'il indiquera le montant de la plus-value en report sur sa déclaration d'ensemble des revenus, et respectera les obligations déclaratives qui seront mises à sa charge personnelle. Il reconnaît expressément en faire son affaire personnelle.

En effet, par dérogation aux dispositions de l'article 150-0 B du CGI, l'apport réalisé par un contribuable est susceptible de générer une plus-value en report d'imposition automatique lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- L'apport est réalisé en France, dans l'Union européenne ou un État ou territoire ayant conclu avec la France une convention fiscale d'assistance administrative, à une société soumise à l'impôt sur les sociétés ou à un impôt équivalent ;
- L'apport réalisé ne génère pas une soulte excédant 10 % de la valeur nominale des titres reçus en rémunération ;
- L'apport est réalisé par une personne physique ou une société soumise au régime des sociétés de personnes ;
- La société bénéficiaire est contrôlée par l'apporteur, contrôle apprécié à la date de l'apport en ce compris les droits issus de l'apport. Pour l'appréciation du contrôle, le Code Général des impôts prévoit qu'un associé – en l'occurrence l'apporteur – est réputé contrôler une société :
 - Lorsque la majorité des droits de vote ou des droits dans les bénéfices sociaux de la société bénéficiaire est détenue, directement ou indirectement par l'apporteur ou par l'intermédiaire de son conjoint ou de leurs ascendants ou descendants ou de leurs frères et sœurs,
 - Lorsque l'apporteur dispose seul de la majorité des droits de vote ou des droits dans les bénéfices sociaux de la société bénéficiaire en vertu d'un accord conclu avec d'autres associés,
 - ou lorsqu'il y exerce en fait le pouvoir de décision.

Il est mis fin au report d'imposition en cas de cession à titre onéreux, de rachat, de remboursement ou d'annulation des titres apportés dans un délai de 3 ans à compter de l'apport (CGI art. 150-0 B *ter*, I-2°). Ce délai est décompté de date à date. Il est également mis fin au report d'imposition en cas :

- de cession à titre onéreux , de rachat, de remboursement ou d'annulation des parts ou droits du contribuable dans les sociétés ou groupements interposés (CGI art. 150-0 B *ter*, II-3°) ;
- de transfert de domicile fiscal du contribuable hors de France donnant lieu à l'*exit-tax* (CGI art. 167 bis) lorsqu'il intervient avant la cession à titre onéreux, le rachat , le remboursement ou l'annulation des titres (CGI art. 150-0 B *ter*, II 4°).

Toutefois, le bénéfice du report est maintenu lorsque le produit de la cession intervenue dans les 3 ans de l'apport est réinvesti sous réserve du respect d'une série de conditions. Ainsi :

- Il n'est pas mis fin au report d'imposition lorsque la société bénéficiaire des titres apportés cède les titres dans un délai de 3 ans, à compter de l'apport et prend l'engagement d'investir le produit de leur cession dans un délai de 2 ans à compter de la cession à hauteur d'au moins 60% de celui-ci (CGI art. 159-0 B *ter*, I-2°), et
- Le réinvestissement d'au moins 60% du produit de la cession des titres apportés doit effectivement intervenir dans les 2 ans de la cession. Le produit de la cession doit être affecté dans le financement d'une activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale, agricole ou financière, à l'exception de la gestion d'un patrimoine mobilier ou immobilier (CGI art. 150-0 B *ter*, I-2°).

Ce réinvestissement peut également consister dans :

- L'acquisition d'une fraction du capital d'une société exerçant une activité éligible, à condition que l'acquisition lui permette d'en conférer le contrôle et qu'elle n'ait donc pas le caractère d'une simple prise de participation
- ou dans la souscription en numéraire au capital initial ou à l'augmentation de capital d'une ou de plusieurs sociétés, passibles de l'IS ou d'un impôt équivalent ou soumises sur option à cet impôt ; exerçant une activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale, agricole ou financière et ayant un siège social dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, hors Liechtenstein.

La cession à titre onéreux, le rachat, le remboursement ou l'annulation des titres apportés qui interviennent plus de 3 ans après l'apport ne remettent pas en cause la plus-value en report, même en l'absence de réinvestissement du produit de la cession.

ARTICLE 7 – Compte-courant d'associé

Il est précisé que les sommes éventuelles inscrites au nom de l'Apporteur dans les livres de la société bénéficiaire constitutives d'un compte courant d'associé, ne sont pas transmises dans le cadre du présent apport.

ARTICLE 8 – Conditions de l'Apport

L'apport des 4.900 parts sociales objet du présent contrat est soumis à la condition suspensive de son approbation par décision des associés de la Société bénéficiaire, statuant au vu du rapport du Commissaire aux apports comportant appréciation de la valeur dudit apport.

ARTICLE 9 – Pouvoirs

Tous pouvoirs sont conférés aux porteurs d'originaux, de copies ou d'extraits certifié(e)s conformes des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive des apports pour l'accomplissement des formalités légales prescrites.

ARTICLE 10 – Frais-Droits

Tous frais, droits et honoraires des présentes et ceux de leur réalisation seront supportés par le Bénéficiaire.

ARTICLE 11 – Election de domicile

Pour l'exécution du présent contrat, les Parties soussignées élisent domicile à leur adresse et siège social respectifs, tels qu'indiqués en tête des présentes.

ARTICLE 12 – Loi Applicable – Attribution de juridiction

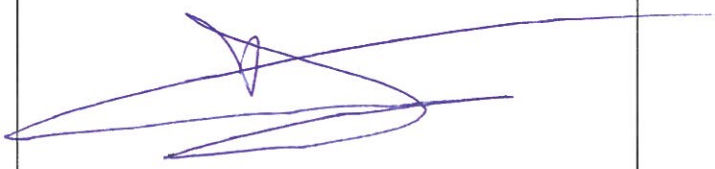
Les présentes sont, pour leur validité, leur interprétation et leur exécution, soumises à la Loi française.

Pour toutes contestations qui pourraient s'élever au titre de l'interprétation ou de l'exécution des présentes et de ses suites, les Parties attribuent compétence au Tribunal de commerce de Rennes

Fait à SAINT DIDIER

Le 10.05.2021

En Trois (3) exemplaires originaux.

L'Apporteur Monsieur Laurent CASTEL 	Le Bénéficiaire Pour la société GROUPE ONYX Monsieur Alexis DESILLES 
---	--

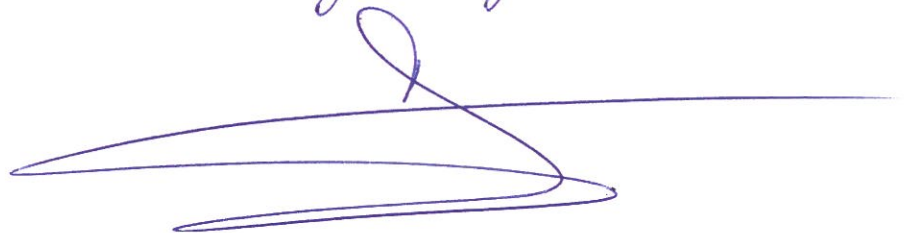
GROUPE ONYX

Société par Actions Simplifiée au capital de 501.000 euros
Siège social : 7 Rue Jean Charcot – 35720 MESNIL-ROC'H
RCS SAINT MALO 891.846.487

STATUTS

Version mise à jour au 31 mai 2021

certifié conforme

A large, stylized handwritten signature in blue ink, consisting of a long horizontal stroke with a loop at the end and a smaller loop above it.

LES SOUSSIGNES :

1/ Monsieur CASTEL Laurent

Né le 7 octobre 1995 à LANNEMEZAN (65)

Demeurant 7 Rue Jean Charcot – 35720 LANHELIN

De nationalité française

Célibataire,

2/ Monsieur DESILLES Alexis

Né le 16 novembre 1993 à RENNES (35)

Demeurant 35 Rue de la Madeleine – 35410 CHATEAUGIRON

De nationalité française

Célibataire,

Les soussignés ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société par Actions Simplifiée de la société GROUPE ONYX qu'ils ont décidé d'instituer entre eux.

TITRE I - FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE SOCIAL - DUREE - EXERCICE SOCIAL

ARTICLE 1^{er} - Forme

La Société est une Société par Actions Simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public sous sa forme actuelle de Société par Actions Simplifiée, mais peut procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

Elle peut émettre toutes valeurs mobilières définies à l'article L 211-2 du Code Monétaire et Financier, donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

ARTICLE 2 - Objet

La société a pour objet :

- La détention de participations, l'animation et la coordination des sociétés auxquelles elle est intéressée, notamment par l'accomplissement de tous mandats de gestion, direction, contrôle et plus spécialement de services commerciaux, administratifs, techniques, informatiques et autres, à ses filiales ou entreprises tierces.
- La réalisation de prestations de services et de conseils, de formation en tous genres à destination de filiales ou d'entreprises tierces.
- Et plus généralement, toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, juridiques, financières, économiques, civiles et commerciales pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptible d'en faciliter l'extension ou le développement.

ARTICLE 3 - Dénomination

La dénomination de la Société est :

« GROUPE ONYX »

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement « Société par Actions Simplifiée » ou des initiales S.A.S. et de l'indication du montant du capital social.

ARTICLE 4 - Siège social

Le siège social est fixé : **7 Rue Jean Charcot – 35720 MESNIL-ROC'H**

ARTICLE 5 - Durée

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter de la date d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution ou prorogation anticipée.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président doit provoquer une réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

ARTICLE 6 - Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2021

TITRE II - APPORTS - CAPITAL SOCIAL
--

ARTICLE 7 – Formation du capital

Lors de la constitution, ont été apportées en numéraire à la Société les sommes suivantes :

- 1/ Monsieur Laurent CASTEL** apporte à la Société
la somme de CINQ CENT (500) EUROS,
ci 500 €
- 2/ Monsieur Alexis DESILLES** apporte à la Société
la somme de CINQ CENT (500) EUROS,
ci 500 €

TOTAL DES APPORTS EN NUMERAIRES : MILLE EUROS (1.000 €)

Une somme de MILLE (1.000 €), correspondant à la libération de la totalité des actions ordinaires composant le capital social, a été déposée dès avant ce jour sur le compte de la Société en formation, ainsi que l'atteste le certificat de l'établissement dépositaire des fonds figurant en **Annexe 1** des statuts constitutifs.

Aux termes des décisions de l'assemblée générale extraordinaire du 31 mai 2021, le capital a été augmenté de 500.000 euros par apport en nature :

- de 49 actions de la société CD VIN par Monsieur Alexis DESILLES et 51 actions de la même société par Monsieur Laurent CASTEL, évalués à 250.000 euros ;

- de 5.100 parts sociales de la société DSL par Monsieur Alexis DESILLES et 4.900 parts sociales de la même société par Monsieur Laurent CASTEL évalués à 250.000 euros ;

ARTICLE 8 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de CINQ CENT UN MILLE (501.000 €) EUROS.

Il est divisé en CINQUANTE-MILLE-CENT (50.100) actions d'une valeur nominale de DIX (10) euros chacune, souscrites en totalité et libérées en totalité, toutes de même catégorie.

ARTICLE 9 – Apports en industrie

La Société peut émettre des actions en rémunération des apports en industrie qui lui sont effectués. Ces actions sont émises sans valeur nominale et ne sont pas prises en compte pour la formation du capital social. Sous réserve des éventuelles actions de préférence bénéficiant de droits spécifiques, les actions représentatives d'apports en industrie disposent des mêmes droits que les autres actions émises par la société par actions simplifiée et notamment le droit de participer aux décisions collectives et de percevoir des dividendes.

Les actions représentatives d'apports en industrie sont attribuées à titre personnel. Elles ne peuvent être cédées et sont annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation des prestations dues par ledit titulaire.

La valeur de ces actions sera évaluée régulièrement, tous les ans, et pour la première fois dans un délai de DOUZE (12) mois à compter de leur émission, dans les conditions précisées à l'article L.225-8 du Code de commerce.

ARTICLE 10- Comptes courants

Les associés peuvent, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la Société toute somme dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avances en « Comptes courants ». Les conditions et modalités de ces avances sont déterminées d'accord commun entre l'associé intéressé et le Président. Elles sont, le cas échéant, soumises à la procédure d'autorisation et de contrôle prévue par la loi.

ARTICLE 11 - Modifications du capital social

1° Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés statuant sur le rapport du Président.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

2° Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

3° En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés ont, sauf stipulations contraires éventuelles des présents statuts concernant les actions de préférence sans droit de vote, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

4° Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

TITRE III - ACTIONS

ARTICLE 12 - Indivisibilité des actions - Usufruit

1 - Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2 - Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propiétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les titulaires d'actions dont la propriété est démembrée peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales.

En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de La Poste faisant foi de la date d'expédition.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, le nu-propiétaire a le droit de participer à toutes les assemblées générales.

ARTICLE 13 - Droits et obligations attachés aux actions

1 - Chaque action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2 - Les actionnaires ne sont responsables des pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des assemblées générales.

3 - Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentant d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation. Ils ne peuvent en aucun cas s'immiscer dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en remettre aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

4 - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, ou encore en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'une augmentation ou d'une réduction du capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les titulaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, le cas échéant, de l'achat ou de la vente des actions nécessaires.

5 - Sauf interdiction légale, il sera fait masse, au cours de l'existence de la Société ou lors de sa liquidation, entre toutes les actions des exonérations et imputations fiscales ainsi que de toutes taxations susceptibles d'être supportées par la Société, avant de procéder à toute répartition ou remboursement, de telle manière que, compte tenu de la valeur nominale et de leur jouissance respective, les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

ARTICLE 14 - Forme des valeurs mobilières

Les valeurs mobilières émises par la société sont obligatoirement nominatives.

Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

Tout détenteur de capitaux peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 15 - Libération des actions

1 - Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le Président en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

2 - A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le Président, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

TITRE IV - CESSION - TRANSMISSION - LOCATION D'ACTIONS

ARTICLE 16 – Transmission des actions

Lorsque la société est unipersonnelle, toutes les transmissions d'actions s'effectuent librement.

ARTICLE 17 - Définitions

Dans le cadre des présents statuts, les soussignés sont convenus des définitions ci-après :

a) **Cession** : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en Société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

b) **Action ou Valeur mobilière** : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

c) **Opération de reclassement** signifie toute opération de reclassement simple des actions de la Société intervenant à l'intérieur de chacun des groupes d'associés, constitué par chaque Société associée et les sociétés ou entités qu'elle contrôle directement ou indirectement au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce.

ARTICLE 18 - Transmission des actions

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

ARTICLE 19 - Prémption

1. Toute cession des actions de la Société même entre associés est soumise au respect du droit de prémption conféré aux associés et ce, dans les conditions ci-après.

2. L'associé Cédant notifie au Président et à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception son projet de cession mentionnant :

- le nombre d'actions concernées ;
- les informations sur le cessionnaire envisagé : nom, prénoms, adresse et nationalité ou s'il s'agit d'une personne morale dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux
- le prix et les conditions de la cession projetée.

La date de réception de la notification de l'associé Cédant fait courir un délai de trois (3) mois, à l'expiration duquel, si les droits de prémption n'ont pas été exercés en totalité sur les actions concernées, le Cédant pourra réaliser librement la cession projetée.

3. Chaque associé bénéficie d'un droit de prémption sur les actions faisant l'objet du projet de cession. Ce droit de prémption est exercé par notification au Président dans les deux (2) mois au plus tard de la réception de la notification ci-dessus visée. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception précisant le nombre d'actions que chaque associé souhaite acquérir.

4. A l'expiration du délai de deux mois prévu au 3 ci-dessus et avant celle du délai de trois mois fixé au 2 ci-dessus, le Président doit notifier à l'associé Cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la prémption.

Si les droits de prémption exercés sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les actions concernées sont réparties par le Président entre les associés qui ont notifié leur volonté d'acquérir au prorata de leur participation au capital de la Société et dans la limite de leurs demandes.

Si les droits de préemption sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les droits de préemption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'associé Cédant est libre de réaliser la cession au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification, sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'article 20 ci-après.

5. En cas d'exercice du droit de préemption, la cession des actions devra être réalisée dans un délai d'un (1) mois moyennant le prix mentionné dans la notification de l'associé Cédant.

ARTICLE 20 - Agrément des cessions

1. Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité simple des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son l'identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

3. Le Président dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au Cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

5. En cas d'agrément, l'associé Cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les trois (3) mois de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

6. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquiescer ou de faire acquiescer les actions de l'associé Cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai de deux (2) mois ; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 21 - Restrictions à la libre transmission des actions

Les associés s'interdisent formellement, sous peine d'exclusion de la Société et de nullité des cessions intervenues en violation des stipulations du présent article, de céder ou transmettre, sous quelque forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, en pleine propriété, nue-propriété ou usufruit, tout ou partie des actions qu'ils détiennent et viendraient à détenir dans la Société, à toute personne physique ou morale, exploitant des activités concurrentes de celles de la Société, ou à une personne physique ou morale,

cliente ou fournisseur de la Société et susceptible de mettre en péril les intérêts, les activités ou la situation de la Société.

ARTICLE 22 - Exclusion d'un associé

22.1. Exclusion de plein droit

L'exclusion de plein droit intervient en cas de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire d'un associé.

22.2. Exclusion facultative

1- Cas d'exclusion

L'exclusion d'un associé peut être également prononcée dans les cas suivants :

- violation des dispositions des présents statuts ;
- révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social ;
- changement de contrôle de l'un des associés ;
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé.

2- Modalités de la décision d'exclusion

L'exclusion d'un associé est décidée par l'assemblée générale statuant :

- à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés présents ou représentés pour l'exclusion de plein droit

Et,

- à la majorité simple des voix dont disposent les associés présents ou représentés pour l'exclusion facultative.

L'actionnaire dont l'exclusion est soumise à l'assemblée prend part au vote, et ses actions sont prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

A la demande d'un associé, la procédure d'exclusion doit être initiée par la Société dans un délai de 6 (six) mois à compter de la connaissance par la Société du motif d'exclusion. Aucun associé ne peut être exclu pour des faits connus de la Société depuis plus de 6 (six) mois.

3- Formalités de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités suivantes :

- notification à l'associé concerné par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée quinze jours avant la date prévue pour la décision des associés et des motifs de cette mesure afin de lui permettre de faire valoir ses arguments en défense.

4- Prise d'effet de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé. Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions ; il est expressément

convenu que la cession sera réalisée valablement sans application des clauses d'agrément (et/ou de préemption) prévues aux présents statuts.

La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

22.3. Dispositions communes à l'exclusion de plein droit et à l'exclusion facultative

L'exclusion entraîne dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu.

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans le mois de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.

Le prix de rachat des actions de l'associé exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code Civil.

ARTICLE 23 - Nullité des cessions d'actions

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles 19, 20, 21 et 22 des présents statuts sont nulles.

Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

ARTICLE 24 - Location d'actions

La location des actions est interdite.

TITRE V - ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 25 - Président de la Société

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non, de la Société.

25.1. Désignation

Le Président de la Société est désigné par l'associé unique ou la collectivité des associés qui fixe éventuellement sa rémunération.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

25.2. Durée des fonctions

Le Président est nommé sans limitation de durée.

En outre, le Président est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale ;
- exclusion du Président associé ;

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

25.3. Rémunération

La rémunération du Président est fixée chaque année par décision collective des associés ou par décision unilatérale de l'associé unique.

25.4. Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 26 - Directeur Général – Directeur Général Délégué

26.1. Désignation

Le Président peut donner mandat à un ou plusieurs Directeur(s) Général(aux) ou Directeur(s) Général(aux) Délégué(s) pour l'assister.

Lorsque le Directeur Général ou le Directeur Général Délégué est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Directeur Général ou le Directeur Général Délégué, s'il est une personne physique, peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société sous réserve que toutes les conditions exigées par la Loi soient remplies.

26.2. Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général ou du Directeur Général Délégué est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général ou le Directeur Général Délégué reste en fonctions, sauf décision contraire des associés, jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général ou le Directeur Général Délégué peut être révoqué sur un juste motif par décision du Président. La révocation des fonctions de Directeur Général ou de Directeur Général Délégué n'ouvre droit à aucune indemnité, sauf l'absence de juste motif de révocation.

En outre, le Directeur Général ou le Directeur Général Délégué est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général ou du Directeur Général Délégué, personne morale ;
- exclusion du Directeur Général ou du Directeur Général Délégué associé ;

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général ou du Directeur Général Délégué, personne physique.

26.3. Rémunération

L'exercice du mandat de Directeur Général ou du Directeur Général Délégué pourra faire l'objet d'une rémunération ; le cas échéant celle-ci sera décidée et fixée par décision collective des associés.

La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général constitue une convention réglementée soumise à la procédure prévue à l'article 28 des statuts.

26.4. Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, chaque Directeur Général ou Directeur Général Délégué dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Chaque Directeur Général ou Directeur Général Délégué dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général ou du Directeur Général Délégué qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

ARTICLE 27 - Représentation sociale

Les représentants du personnel et les délégués du Comité social et économique exercent leurs droits prévus aux articles L 2312-72 L 2312-77 du Code du travail auprès du Président.

Le Comité social et économique doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolutions présentées par le Comité social et économique doivent être adressées par un représentant du Comité social et économique au Président.

Ces demandes qui sont accompagnées du texte des projets de résolutions peuvent être envoyées par tous moyens écrits. Elles doivent être reçues au siège social 30 jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés.

Le Président accuse réception de ces demandes dans les 8 jours de leur réception.

TITRE VI - CONVENTIONS REGLEMENTEES - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 28 - Conventions entre la Société et ses dirigeants

En application des dispositions de l'article L.227-10 du Code de commerce, toutes conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit Code, doivent, le cas échéant, être portées à la connaissance du Commissaire aux comptes dans le délai d'un mois du jour de sa conclusion.

Le Commissaire aux comptes établit, le cas échéant, un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé. La collectivité des associés statue chaque année sur ce rapport lors de sa réunion statuant sur l'approbation des comptes annuels.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant ou son associé.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux dirigeants personnes physiques, leurs conjoints, ascendants et descendants ainsi qu'à toute personne interposée, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

ARTICLE 29 - Commissaires aux comptes

La collectivité des associés désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

Lorsque la désignation d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, c'est à la collectivité des associés, statuant dans les conditions requises pour les décisions ordinaires ou extraordinaires, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, si elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

TITRE VII - DÉCISIONS DES ASSOCIÉS

ARTICLE 30 - Décisions collectives des associés

Les pouvoirs qui sont dévolus à la collectivité des associés dans le cadre de la société pluripersonnelle, sont exercés par l'associé unique dans le cas où la Société perdrait son caractère pluripersonnel.

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la présidence, soit en assemblée générale, soit par consultation par correspondance, soit par conférence téléphonique ou audiovisuelle.

Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte authentique ou sous seings privés auquel participent tous les associés.

Tous moyens de télécommunication peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Les consultations de la collectivité des associés, sont provoquées par le Président, un ou plusieurs associés détenant ensemble au moins 40% des droits de vote, tout commissaire aux comptes ou par un mandataire désigné en justice.

Lorsque l'initiateur de la consultation n'est pas le président, la décision collective est alors impérativement prise en assemblée générale à laquelle participent tous les associés, à l'exclusion de toute autre forme de consultation.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède.

Chaque action, quelle que soit sa valeur nominale, donne droit à une voix ; cette disposition des statuts ne pourra être modifiée qu'à l'unanimité des associés.

Les décisions collectives des associés sont dites ordinaires ou extraordinaires.

1- Les décisions

a) Sont de nature ordinaire, toutes les décisions qui ne modifient pas les statuts.

Relèvent ainsi exclusivement d'une décision ordinaire des associés, sans que la liste ci-après soit limitative :

- l'approbation annuelle des comptes et l'affectation des bénéfices ;
- le quitus donné aux dirigeants de la société ;
- la nomination du président et des directeurs généraux ;
- la nomination des commissaires aux comptes.

L'Assemblée générale statue à la majorité des actions ayant le droit de vote.

b) Sont de nature extraordinaire, toutes les décisions emportant modification directe ou indirecte des statuts ainsi que celles dont les présents statuts exigent expressément qu'elles revêtent une telle nature.

Relèvent ainsi exclusivement d'une décision extraordinaire des associés, sans que la liste ci-après soit limitative :

- l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital social ;
- toute opération de fusion, scission, apports partiels d'actif soumis au régime des scissions ;

Elle statue à la majorité des trois quarts des actions ayant droit de vote.

c) Par dérogation aux dispositions qui précèdent, les décisions suivantes font l'objet d'une décision collective des actionnaires prises à l'unanimité.

- celles prévues par les dispositions légales ;
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés, et notamment l'augmentation du capital par majoration du montant nominal des titres de capital autrement que par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission (art. L 225-130, al. 2 du Code de Commerce) ;

- la dissolution de la Société ;
- la transformation de la Société en Société d'une autre forme.

Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Ce registre ou ces feuillets mobiles sont tenus au siège de la société. Ils sont signés le jour même de la consultation par le président de séance.

Les procès-verbaux devront indiquer le mode, le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés ou mandataires ayant pris part à la consultation, le nombre d'actions détenues par chacun, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le résultat du vote.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

2- Modalités

a) Assemblées

La convocation est faite par : courrier, fax, courrier électronique.

La convocation doit être faite en principe au moins huit jours avant la date de tenue de l'Assemblée Générale. Toutefois, en cas de besoin de réunir l'Assemblée Générale à une date plus rapprochée, et sous réserve, le cas échéant, de l'acceptation du commissaire aux comptes, le délai de convocation pourra être diminué autant qu'il sera nécessaire si l'ensemble des associés sont présents ou représentés à ladite Assemblée Générale.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Dès la convocation, le texte du projet des résolutions proposées et tous documents nécessaires à l'information des associés sont tenus à leur disposition au siège social où ils peuvent en prendre connaissance ou copie.

Les associés peuvent demander que ces documents leur soient adressés par simple lettre, soit à leurs frais par lettre recommandée.

Lorsque l'ordre du jour porte sur la reddition des comptes, doivent être joints à la convocation le rapport de la présidence contenant un exposé sommaire de la situation de la société au cours de l'exercice écoulé ainsi que le rapport du ou des commissaires aux comptes.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par le président ; à défaut, l'assemblée élit son président de séance.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé.

Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite.

En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

b) Consultations écrites

En cas de consultation écrite, le Président doit adresser à chacun des associés par courrier recommandé avec accusé de réception ou par courrier électronique avec accusé de réception, un bulletin de vote, en deux exemplaires, portant les mentions suivantes :

- Sa date d'envoi aux associés ;
- La date à laquelle la société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de dix jours à compter de la date d'expédition du bulletin de vote ;
- La liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision ;
- Le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption ou rejet) ;
- L'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque associé doit retourner un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée, et, à défaut, au siège social.

Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné.

Dans les cinq jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le Président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

c) Téléconférences

En cas de consultation de la collectivité des associés par voie de téléconférence, le Président, dans la journée de la consultation, établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal des délibérations de la séance portant :

- L'identification des associés ayant voté ;
- Celle des associés n'ayant pas participé aux délibérations ;
- Ainsi que, pour chaque résolution, l'identification des associés avec le sens de leurs votes respectifs (adoption ou rejet).

Le Président en adresse immédiatement un exemplaire par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite ou informatique à chacun des associés. Les associés votent en retournant une copie au Président, le jour même, après signature, par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite ou informatique.

En cas de délégations de pouvoirs, une preuve des mandats est également communiquée au Président par le même moyen.

Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des représentants des associés sont conservées au siège social.

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des Commissaires aux comptes, si la société en est dotée, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés huit jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires aux comptes, si la société en est dotée.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

ARTICLE 31 - Droit de communication des associés

Le droit de communication des associés, la nature des documents mis à leur disposition et les modalités de leur mise à disposition ou de leur envoi s'exercent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

TITRE VIII - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 32 - Etablissement et approbation des comptes annuels

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du ou des Commissaires aux comptes, si la société en est dotée.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des Commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

ARTICLE 33 - Affectation et répartition des résultats

1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation.

Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

3. La décision collective des associés ou de l'associé unique peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des associés ou de l'associé unique ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

TITRE IX - LIQUIDATION - DISSOLUTION - CONTESTATIONS

ARTICLE 34 - Dissolution - Liquidation de la Société

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.

La décision collective des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés peuvent autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 35 - Contestations

35.1. Conciliation

En vue d'assurer la pérennité de la Société et dans son propre intérêt, les associés ont décidé de prévoir d'ores et déjà par la présente clause, les modalités propres à prévenir, si possible, et en tout état de cause, à résoudre un éventuel conflit grave pouvant survenir entre eux et susceptible de porter atteinte à l'intérêt social.

La présente clause vise donc à organiser un processus de conciliation qui devient un élément déterminant des présents statuts.

C'est pourquoi, en cas de désaccord persistant entraînant l'impossibilité d'adopter une décision collective, les associés feront intervenir un Conciliateur désigné d'un commun accord entre les parties.

A défaut d'accord, celui-ci sera désigné par le président du tribunal de commerce du lieu du siège social, statuant en la forme des référés à la requête de l'associé le plus diligent.

Le Conciliateur doit rendre, dans le délai d'un mois à compter de sa nomination, un avis qui est soumis à la ratification d'une décision des associés.

Les honoraires du Conciliateur sont à la charge de la Société, étant précisé cependant que si le Conciliateur a été amené à considérer qu'un des associés était de mauvaise foi, il aurait alors à le notifier à la Société qui pourrait demander à cet Associé de lui rembourser les honoraires déjà versés, ce que les associés reconnaissent et acceptent expressément et irrévocablement.

35.2. Rachat des actions de l'associé sortant

Dans l'hypothèse où l'avis de conciliation ne serait pas ratifié, chacun des Associés pourra alors :

- Soit offrir aux autres Associés de leur céder l'intégralité de sa participation dans la Société. A défaut d'accord entre le cédant et le cessionnaire, le prix de rachat sera déterminé à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code Civil.

Les autres associés disposeront alors d'un délai de un mois à compter de la réception de la lettre pour décider s'ils rachètent ou non les actions de l'associé sortant au prix susvisé.

- S'ils ne rachètent pas lesdites actions, ces associés seront tenus de vendre leur participation, au même prix, au demandeur qui sera tenu d'acheter ; ces opérations devront être effectuées et le prix payé dans le mois suivant l'expiration du délai ci-dessus.

Les contestations relatives aux affaires sociales (et en cas d'échec de la conciliation ci-avant), survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises au tribunal de commerce du lieu du siège social.

.....

FIN DE LA MISE A JOUR DES STATUTS AU 31 MAI 2021